



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/La-croissance-est-une-droque>

La croissance est une drogue

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2001 - N° 1007 - février 2001 -

Date de mise en ligne : mardi 30 décembre 2008

Date de parution : février 2001

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Mais effet de serre ou pas, le seul souci des économistes, des politiques, des actionnaires et des directeurs de la "World company", du FMI ou de la Banque mondiale est de savoir comment empêcher l'érosion... des taux de croissance. Le maître-mot, la panacée :

Aux États-Unis, après dix ans de forte croissance, l'économie commence à présenter des signes de ralentissement. Mais, l'Union européenne, le Japon, la Chine et plus généralement les pays du sud-est asiatique abordent la nouvelle année avec sérénité, car la croissance serait là pour une longue période : l'économie mondiale serait entrée dans une nouvelle phase ascendante du cycle de Kondratiev [1], basée sur les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC). Mais à voir avec quelle vitesse disparaissent les start-up de la nouvelle économie, on peut pourtant se demander si la nouvelle phase de croissance durera autant que la chanson.

Mais pourquoi veut-on absolument la croissance ? "Parce que, selon les économistes orthodoxes, la croissance crée de l'emploi [2] ! Pour la maintenir, pour créer de "l'activité", les gouvernements n'hésitent jamais à recourir aux grands travaux, au bétonnage, au lancement de nouveaux programmes d'armement ...

Qu'est-ce donc que la croissance ?

Vaste problème. Pour faire simple, disons que pour les économistes la croissance désigne une augmentation de la richesse (biens et services) produite au cours d'une période donnée. Cette augmentation est mesurée par le PIB qui est un drôle d'indicateur puisqu'il prend aussi en compte la destruction des richesses : accidents d'automobile, catastrophes naturelles, etc !

Cycles de Kondratiev

D'après Kondratiev, économiste russe né à la fin du XIXe siècle, le développement de l'économie suivrait des oscillations lentes, d'une durée de 25 à 35 ans, avec des phases de croissance suivies de phases de décroissance. D'après l'économiste autrichien Schumpeter, les phases ascendantes d'un cycle de Kondratiev correspondraient à l'apparition et à l'utilisation intensive d'une ou plusieurs techniques nouvelles.

Lorsque l'augmentation de richesse est de courte durée (quelques trimestres, un an), les économistes parlent "d'expansion" ; quand elle continue sur une longue période, ils l'appellent "développement". Notons tout de suite qu'avec la définition qu'on en donne, croissance ne signifie pas forcément amélioration du bien-être. Bien au contraire, comme l'illustre la croissance que nous connaissons actuellement et qui se traduit par l'accroissement des inégalités : dans un pays, elle profite aux gens les plus riches et dans le monde, elle profite surtout aux pays les plus développés.

Croissance ne veut pas non plus forcément dire économie saine. Plus de croissance peut se traduire par plus d'inflation (ce mal absolu pour les banquiers et les riches en général ! [3] et par plus d'importations, ce qui peut se traduire par un creusement du déficit commercial (c'est le cas des États-Unis). C'est pourquoi les économistes ont introduit la notion de "croissance équilibrée" lorsqu'elle répond aux critères du "carré magique" : création d'emplois,

inflation faible, budget et balance commerciale équilibrés.

Un rapport publié le 11 décembre 2000 à Londres montre que le nombre de pauvres en Grande-Bretagne a crû d'un million depuis le début des années 90 alors que le PIB anglais a augmenté de plus de 20% dans le même temps.

De même, en ces temps prétendus fastes, huit américains sur dix ont vu leur revenu stagner ou diminuer depuis 1990. Compte tenu de l'inflation, les salaires moyens sont inférieurs à ce qu'ils étaient sous la présidence de Richard Nixon. Certes, on a créé plus de richesses que jamais dans la dernière décennie, mais 90% de ce pactole est allé dans la poche des 10% les plus aisés.

Plus globalement, en 2000, la croissance mondiale a été un peu supérieure à 4% et le commerce mondial a progressé de plus de 10%, soit deux fois plus vite qu'en 1999. Mais selon le rapport annuel de la CNUCED, les pays les plus pauvres continuent à perdre du terrain et, selon la Banque mondiale, au niveau mondial, la moitié de l'humanité vit avec moins de 2 dollars par jour.

Comment se fait la croissance ?

Suivant la théorie classique, la croissance fait intervenir deux facteurs principaux : le capital (machines, usines,...) et le travail (main d'oeuvre, qualification). Dans les sociétés industrielles, leur combinaison permet une croissance apparemment infinie de la production. A ces deux facteurs fondamentaux, la théorie ajoute un facteur qualitatif, le progrès technique, qui permet d'améliorer la productivité, c'est à dire l'efficacité du travail [4] et une sorte de boîte noire où les économistes mettent tout ce qui n'est directement imputable au capital ou aux quantités de travail (ressources naturelles, croissance démographique, niveau de formation de la population, commerce international,...). En fait, ces "facteurs résiduels" expliquent près de 60% de la croissance française pendant les Trente Glorieuses !

Un exemple type de fausse croissance : dans les années 50, le Pérou est un pays pauvre, mais largement autosuffisant. Il y a des paysans qui autoconsomment leur production largement diversifiée. Arrivent des multinationales "bien intentionnées", qui se proposent d'humaniser, de nourrir et de développer ces sous-développés, en leur proposant du lait concentré suisse, du maïs américain et des pommes de terre françaises. Toute la dépense de consommation, qui n'était pas auparavant comptabilisée, va être aussitôt comptabilisée. Le Pérou va devenir un pays infiniment plus riche comptablement qu'il ne l'était auparavant. En même temps le commerce international s'est accru. Certes, la population des montagnes est descendue habiter les bidonvilles de Lima. Certes, le niveau de calories par habitant n'a pas changé. Certes, la consommation est beaucoup moins diversifiée. Mais, pour les statistiques internationales, le Pérou est un pays beaucoup plus riche qui désormais consomme la production agricole des pays du Nord.

Le Pérou constitue un exemple type d'un effet particulièrement pervers de l'échange, échange qui a bidonvillisé un pays, dont le revenu réel n'a pas bougé, mais dont le revenu apparent a considérablement augmenté.

(Bernard Maris, Université d'été d'ATTAC, Août 2000)

Selon certains économistes (ceux de l'école de la régulation), ces Trente Glorieuses correspondraient à un régime de croissance "fordiste", basé d'une part sur la mise en oeuvre d'un système taylorien permettant une production de

masse et , d'autre part, sur des mesures favorisant la consommation de masse (progression régulière des salaires, crédits à la consommation,...). Fondée sur les NTIC, la "nouvelle économie" serait la préfiguration d'un nouveau régime de croissance. D'autres analyses font intervenir l'environnement social et politique pour expliquer pourquoi certains pays dépourvus de ressources naturelles connaissent cependant des cycles de croissance. (Cela a longtemps été le cas du Japon).

La croissance peut-elle être illimitée ?

Adam Smith pensait que le progrès technique rendait illimitée les perspectives de croissance. Avis que ne partageaient ni les premiers économistes (ceux de la révolution agricole qui croyaient que la pression démographique et le rendement décroissant des terres cultivées limiteraient la croissance), ni Marx (au début de la révolution industrielle) qui pensait que la croissance serait à terme limitée par la dynamique même du capitalisme. Jusqu'ici, l'histoire leur a donné tort : malgré des phases de ralentissement¹, la richesse globale mondiale a augmenté : rappelons nous simplement qu'un modeste taux de croissance de 2%, tel que celui qu'a connu la France pendant un quart de siècle (1975-2000) représente un accroissement de près de 70% de la richesse produite !

Faut-il limiter la croissance ?

Une production croissante de biens matériels implique forcément un prélèvement de plus en plus important sur les ressources naturelles de la planète, ressources qui ne sont pas illimitées. Dès le début des années 1970, le célèbre rapport du Club de Rome, Halte à la croissance, préconisait une croissance zéro pour éviter au monde de courir à sa perte par le gaspillage des ressources non renouvelables, la destruction de l'environnement, l'explosion démographique.

Trente ans après, bien que l'on puisse constater que ce rapport avait surestimé la croissance démographique, il n'en demeure pas moins que la pollution et la destruction de l'environnement continuent de plus belle. On en est même arrivé à créer un marché des droits à polluer, parce que les pays du Nord ne veulent pas réduire leur façon de consommer et que les pays en développement veulent profiter eux aussi des "bienfaits" de la consommation de masse. En outre la peur de voir se développer un chômage de masse dans les pays industrialisés n'est pas étrangère au refus de réduire la croissance. D'où le concept qui a émergé dans les années 1980 de "développement durable" [\[5\]](#) (ou mieux de croissance soutenable), sorte de quadrature du cercle pour juguler le chômage de masse tout en préservant les ressources naturelles et l'environnement.

Que faire ?

De quantitatif, le développement doit devenir qualitatif.

Comment en effet dans un monde fini, avec des écosystèmes soumis à la pollution et à la dégradation, imaginer une croissance économique planétaire durable- et pas seulement réservée à une partie des habitants de la planète - sans changer radicalement nos modes de production ?

D'abord les réorienter dans un sens plus économe : par exemple, privilégier les transports en commun plutôt que l'automobile, mettre en place une agriculture ne polluant ni l'eau ni les sols et respectant les paysages. Ensuite axer le développement sur des activités peu ou pas consommatrices d'énergie et de matières premières (formation, recherche, culture,...).

Dans cette optique la préservation et l'extension des services collectifs au Nord comme au Sud est indispensables pour passer d'une conception purement quantitative de la croissance à une conception différente.

Les réticences des pays du Sud vis-à-vis d'éventuelles normes environnementales internationales sont évidemment cruciales. Il paraît donc raisonnable, au moins dans un premier temps, de ne pas essayer d'établir des normes internationales identiques pour tous les habitants des pays du Sud et du Nord. Car, si les habitants des pays riches doivent dès aujourd'hui se poser la question du ralentissement de leur croissance pour la réorienter qualitativement, les habitants des pays pauvres ont droit, eux, à un temps de croissance matérielle important pour couvrir leurs besoins de base. Il faut cependant qu'ils puissent adopter des procédés de production d'emblée plus propres que ceux que nous avons expérimentés depuis la révolution industrielle. Si l'on se rappelle que 25% de la population mondiale (au Nord essentiellement) consomme 80% des ressources de la Terre, on voit que c'est au Nord qu'il incombe de faire des efforts pour conserver la vie sur la planète encore quelque temps.

[1] Voir encadré page suivante.

[2] Dans Le Monde daté du 25/8/2000, Laurent Fabius dit qu'entre le PIB et le bonheur national net, il a choisi : c'est le PIB. Parce que le PIB réduit le chômage. « Ça crée des emplois » est la nouvelle raison économique d'État qui justifie tout. (Bernard Maris, Université d'été d'ATTAC, Août 2000).

[3] Bien que durant les Trente Glorieuses (1945-1975), tant vantées, les 5% de croissance réalisés en moyenne tous les ans par la France se soient accompagnés d'une forte inflation dont ont bénéficié nombre de salariés modestes. Depuis, le pouvoir financier a réagi...

[4] Tout en reconnaissant, avec quelques réticences, l'importance du progrès technologique, les économistes ont tendance à le considérer comme une cause extérieure à la dynamique économique.

[5] Rapport Brundtland (1987), Conférence de Rio de Janeiro (1992).